

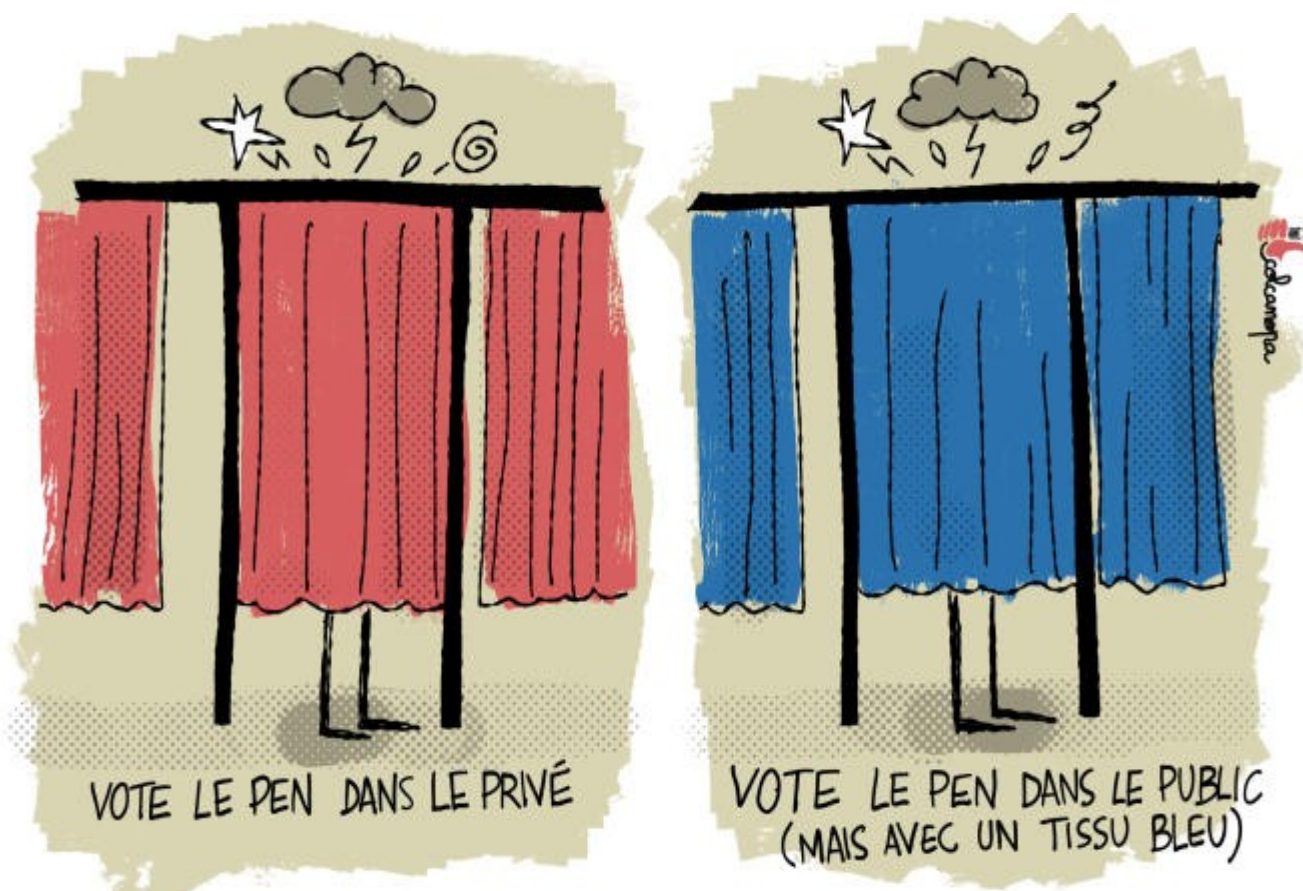
POURQUOI LE VOTE RN PREND DE L'AMPLEUR CHEZ LES FONCTIONNAIRES

Par Benoît Floc'h

02 septembre 2022

Article réservé aux abonnés du Monde

Dans une note du Cevipof, le chercheur Luc Rouban remarque une progression du vote pour Marine Le Pen. Entre 2017 et 2022, la candidate du Rassemblement national a gagné 9 points chez les agents publics.



COLCANOPA

L'extrême droite gagne du terrain chez les fonctionnaires. Le phénomène n'est certes pas nouveau, mais dans un électorat traditionnellement marqué par une culture politique de gauche, il est remarquable. Et ce fut éclatant lors de la dernière élection présidentielle, explique le directeur de recherche au CNRS Luc Rouban (Cevipof, Sciences Po Paris) dans [une note](#) diffusée vendredi 2 septembre.

Le chercheur a examiné le vote des agents publics en se fondant sur les résultats du Baromètre de la confiance politique (OpinionWay), travail de référence du Cevipof. Marine Le Pen gagne inexorablement des points. Certes, au second tour du scrutin de 2022, elle recueille moins de voix chez les fonctionnaires que dans l'ensemble de la population (38 % contre 41,45 %), mais c'est tout de même 9 points de mieux qu'en 2017. C'est d'autant plus significatif que la présence d'Eric Zemmour a beaucoup limité la progression de M^{me} Le Pen dans la fonction publique au premier tour, en 2022.

« Antilibéralisme économique »

Au second tour, dans la fonction publique d'Etat, elle gagne 9 points entre 2017 et 2022 ; chez les agents des collectivités locales, 7 points ; et jusqu'à 15 points dans les hôpitaux, « certainement l'un des secteurs les plus confrontés à des difficultés professionnelles du long terme que la crise sanitaire n'a fait qu'amplifier », rappelle M. Rouban. Pour ce qui est des trois catégories de fonctionnaires, la cheffe de file du Rassemblement national (RN) progresse de 7 points chez les « A » (les cadres, chez qui elle réalise un score de 27 % dorénavant) comme chez les enseignants, qui l'ont choisie à hauteur de 25 %, de 13 points en catégorie B et 9 points en C, « où elle était déjà à un haut niveau mais où elle constitue désormais le choix d'un fonctionnaire sur deux ».

Le chercheur note que la candidate du RN « avait mis l'accent sur la situation difficile des agents publics lors de la campagne électorale, alors que Valérie Pécresse avait repris le thème du "trop de fonctionnaires" dans une perspective libérale classique ». C'est, en effet, bien sur le terrain de « l'antilibéralisme économique » que Marine Le Pen a innové, « laissant au second plan, ou à Eric Zemmour, les questions d'immigration et d'identité nationale, même si les projets du RN n'ont pas changé sur ce terrain », écrit encore M. Rouban.

Il existe d'autres pistes d'explication. Ainsi de la confiance dans les institutions, que les agents publics sont précisément chargés de faire vivre. Dorénavant, il n'y a plus guère de différence dans la défiance, qui s'exprime aussi bien chez les fonctionnaires que chez les salariés du privé. Seuls les mairies et les préfetures continuent de susciter l'adhésion.

Un dernier point, et non des moindres, a trait à la place de l'administration dans la vie publique. « Le macronisme s'est présenté, pour beaucoup de fonctionnaires, comme la mise en place d'une politique à la fois libérale et autoritaire, estime Luc Rouban, réaffirmant les sujétions hiérarchiques, mais allant dans le sens d'une indifférenciation entre secteur public et secteur privé. »

Trois pôles

Et même « une confusion », que rejettent fortement les fonctionnaires. L'Etat dépend-il trop des groupes privés ? Qui prend les grandes décisions ? L'Etat doit-il faire appel aux [cabinets de conseils](#) ? A chaque fois, l'opposition est forte. « On note même que les policiers et les militaires, peu suspects d'être en moyenne radicalisés à gauche, sont parfois aussi critiques que les enseignants », écrit le chercheur, qui note cependant une différence entre les versants : dans les collectivités locales et les hôpitaux, l'intervention des cabinets de consultants privés est la mieux acceptée.

Et ce refus farouche de toute confusion avec le privé nourrit le vote protestataire. Car ceux qui l'expriment ont voté au premier tour de la présidentielle de 2022 à 37 % pour l'extrême droite, à 29 % pour la gauche radicale et à 20 % pour Emmanuel Macron.

Au demeurant, et c'est un autre enseignement de l'étude de M. Rouban, la gauche et la droite de gouvernement ne cessent de perdre du terrain. Le vote fonctionnaire se polarise désormais en trois pôles : la gauche radicale (qui gagne 7 points entre 2017 et 2022), l'extrême droite (+ 6 points) et le centre. Car certes Emmanuel Macron a perdu 3 points depuis 2017, mais avec 27 % des voix des agents publics en 2022, il résiste. Le vote Macron progresse même chez les « C » mais aussi d'un point dans la fonction publique hospitalière.